



LA LETTRE de la L.D.H. en MOSELLE –juin 2024

Numéro 100**ENSEMBLE CONTRE L'EXTRÊME DROITE !**

"Quand même, on est la France, qu'est ce qui fait la fierté de ce pays ? C'est quand même les droits humains ! C'est quand même la Révolution de 1789, c'est quand même d'avoir été l'hôte de l'Accord de Paris sur le climat, c'est notre modèle social, c'est le Conseil national de la Résistance. Ce n'a jamais été le tri des Français sur la base de leur couleur de peau, de religion ou d'origine !" un cri de colère partagé !

DANS CE NUMERO

Histoire de la lettre	p2
Extrême droite et école publique	p3
Immigrés, le grand accablement	p5
Ultra libéralisme du RN	p7
Pour que vive la démocratie	p9
Privatisation de l'audiovisuel public	p10
Libertés	p12

Bonne lecture !

La perspective de l'extrême droite au pouvoir contribue déjà à libérer une parole raciste, xénophobe qui se sent autorisée. Elle encourage les haines.

La société que nous voulons, est une société de liberté, d'égalité, démocratique, solidaire.

L'égalité, si loin de la notion de « préférence » !

Cette lettre Mosellane a été créée pour lutter contre les idées d'extrême droite.

Placer l'extrême droite au pouvoir, c'est rompre avec les droits de l'Homme, une rupture inacceptable.

Nous comptons sur vous pour y faire barrage !

Bernard LECLERC

[La colère est celle de Y Jadot sur France Info](#)

La lettre de la LDH Moselle, son numéro 100

Découvrir que notre « LETTRE » va être publiée sous le numéro 100 provoque une émotion pleine de bons souvenirs et d'interrogations sur l'histoire singulière de notre section mosellane de la LDH. Ce n'est pas le moment d'en écrire l'histoire et il faudrait pour cela en avoir les moyens et les compétences. Peut-être que du côté de la fac d'histoire, un.e étudiant.e s'intéressera un jour à cette étonnante histoire de la laïcité, de l'émancipation sociale et culturelle, des activités de plein air, des vacances sportives, du syndicalisme enseignant, des associations de parents d'élèves et de la Ligue des Droits de l'Homme ...

Tous logés au 3 rue GAMBETTA à METZ .

Pas de LETTRE de la LDH sans l'appui, l'hébergement et le soutien de la Ligue de l'enseignement . Merci !

L'idée de cette publication vient d'une équipe qui a essayé d'ancrer et de développer la LDH dans la vie locale et départementale.

Le but était d'assurer un lien entre les adhérents et les sympathisants et de rendre la LDH plus visible , grâce à un travail collectif avec les autres associations.

Les premières « LETTRE » se photocopient et s'assemblent autour de la grande table de la salle de réunion qui ne désemplit pas pendant toutes ces années avant le déménagement à la Grange aux bois .

2002 et les élections présidentielles : Le Pen en deuxième position.

2010 et le discours xénophobe de Grenoble contre lequel se mobilisent à Metz les mouvements progressistes autour de la LDH, qui est très présente aux manifs, en plus du travail quotidien de permanences et de courriers adressés à toutes les autorités oubliées de nos principes républicains et d'égalité des droits.

De quand date le 1^{er} numéro de notre Lettre ? Trente ans ? Vingt-sept ans ?

La « LETTRE » c'est une histoire à écrire , c'est une action et des réflexions portées au quotidien par des équipes engagées.

En ces jours de danger pour notre démocratie, pour nos libertés publiques et nos droits sociaux , pour les droits des publics étrangers et précaires , la LETTRE représente un de nos moyens d'action , certes modeste , pour porter le combat contre les idées d'extrême droite que la Ligue des droits de l'Homme mène depuis plus de 100 ans .

Aux urnes citoyens !!!

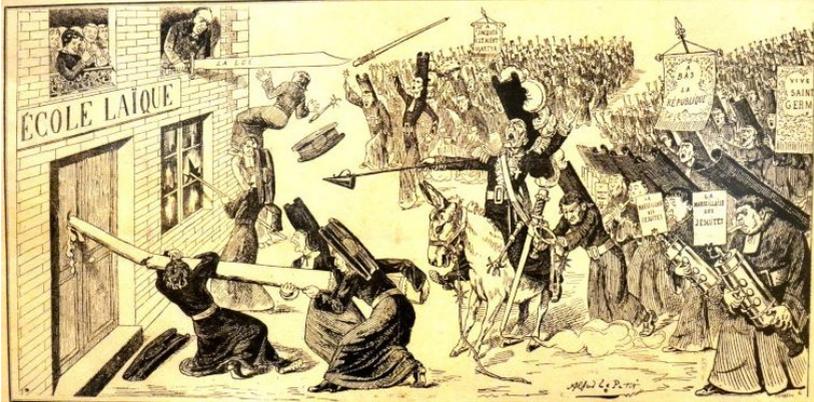
Salut à : Emile, Jean, Paul, Raymond, Michel, Charles, Geneviève, Hélène, Bernard et à tous les autres qui ont fait et font la LDH

Raymond Bayer

Et si l'extrême droite prenait le pouvoir...

que deviendrait l'école publique ?

D'abord adversaire acharné de l'école publique, « forteresse marxiste gangrenée par le pédagogisme et le gauchisme », le parti de Jean-Marie Le Pen a



commencé par rouler pour l'enseignement privé...Puis , avec Marine le Pen, l'institution scolaire publique a été mise au service du projet nationaliste.

Dans les programmes de l'extrême droite, l'école est le lieu de la bataille idéologique : vision passéiste, mis au pas des enseignants et enseignantes, retour de l'autorité, fin du collège unique... et surtout maintenir chacun dans sa condition d'origine .

Les trois mots clés : Autorité – Identité – Inégalités

« Redresser les corps, redresser les esprits, pour redresser la nation », le projet éducatif de l'extrême droite est à l'image de son idéologie et de ses valeurs : inégalitaire, autoritaire et identitaire.

Pour l'extrême droite, l'école a trois fonctions majeures : celle d'établir une sélection précoce des élèves, une majorité n'ayant pas vocation à faire des études longues, celle de dégager une élite, celle de former des patriotes.

Les éléments de programme l'extrême droite :

- La démocratisation scolaire est vue comme une mauvaise chose (prône la baisse du nombre de bacheliers)
- Sélection précoce des élèves, avec une orientation post-CM2, reste au centre du discours La suppression du collège unique ne figure plus dans le programme présidentiel de 2022, (ce qui peut être vu comme un élément de la logique de dédramatisation actuelle du Rassemblement national)..

- l'accent doit être mis sur quelques matières (français, histoire-géographie, etc.)
- « rétablissement de l'autorité » dans la classe, arguant que l'école fonctionnerait mieux si les maîtres étaient mieux respectés
- instauration de l'uniforme à l'école publique, ce qui n'a jamais existé en France
- Suppression de l'éducation prioritaire qui est vue comme injuste – elle privilégierait les banlieues et les minorités au détriment de la ruralité notamment
- les enfants immigrés jouent un rôle dans le déclin scolaire.

Il y a encore quelques temps, toutes ces annonces semblaient insensées. Cependant, elles ne sont pas sans rappeler les annonces de Macron et d'Attal tout droit tirées du programme du parti d'extrême droite.

Protéger l'école publique, c'est tendre la main aux enfants qui ont le plus besoin d'école, ceux dont l'extrême-droite ne veut pas.

**ON NE NAÎT
PAS CITOYEN
OU CITOYENNE,
ON LE DEVIENT**

C'est défendre un projet de société fondé sur la justice sociale et l'émancipation collective qui sont les deux repoussoirs d'une extrême-droite

Hélène Leclerc

Battre l'extrême droite dans les urnes, c'est défendre l'école publique

Pour nos enfants et nos petits-enfants, nous voulons une école démocratique qui permette à chacun et chacune d'aller au bout de ses projets

Une école de la liberté qui forme des personnes capables de penser par elles-mêmes

Une école qui prépare non seulement à la vie active mais aussi à la citoyenneté.

Immigrés: le grand accablement

Il existe trois piliers de la dignité humaine : les droits au travail, à la santé et à l'éducation.

Si l'on enlève un, deux, voire trois de ces droits à quiconque vivant dans notre pays, on tombe dans la monstruosité et le déni de l'autre comme humain semblable à nous.



Dans le BTP, 60% des ouvriers sont étrangers

Les immigrés (beaucoup en situation irrégulière) qu'on côtoie dans nos permanences associatives visant à leur venir en aide (selon nos moyens, cette aide indispensable n'est qu'un sparadrap sur une blessure profonde) sont des humains que nous ne jugeons pas. La raison de leur présence en France n'est pas pour nous un

sujet.

On se parle, tout simplement, et c'est déjà beaucoup. Les grandes théories professées sur les limites de l'accueil des immigrés dans nos pays occidentaux sont des choses qui ne nous intéressent pas, à ce moment précis où nous parlons avec eux : leur dire qu'ils n'ont rien à faire là ? Les encourager à s'installer en France ? Rien de cela. Ce n'est ni le lieu, ni le moment. Mais il faut comprendre qu'à ce moment-là, nous sommes à la fois des recours et des représentants du pays qu'ils souhaitent rejoindre. A ce titre, nous sommes légitimes. Plus légitimes à nous exprimer sur eux que ceux qui ne leur parlent pas et qui les jugent.

Il est déjà tellement difficile de porter des solutions dans ce qu'il faut appeler une jungle administrative qui semble s'autogénérer absurdement au gré des flous, de la technologie dématérialisée, des modifications de textes, des différences flagrantes de prise en charge de leurs dossiers selon les services administratifs, que les annonces politiques faites par une partie des candidats aux législatives ne peuvent que nous effarer.

La loi asile immigration promulguée en janvier 2024 était-elle un premier coup de semonce ?

Une députée RN du Var s'était réjouie, après son vote à l'assemblée en décembre : « Nous avons mis un pied dans la porte ». Cette loi censée contrôler l'immigration et améliorer l'intégration, n'était-elle que le préambule d'une vaste indignité qui se cache sous des mesures présentées comme « techniques » et « économiques » ?

Dans le programme du RN se trouvent la suppression du droit du sol, la suppression de l'Aide médicale d'état, la réduction des dispositifs d'accueil, des aides et des prestations sociales. La préférence nationale se cachait déjà derrière la définition des fameux « métiers en tension ». Les demandes d'autorisation de travail pour les étrangers sont déjà de véritables parcours du combattant auxquels seule une infime minorité de migrants accède.

Alors si le RN arrive au pouvoir, il va aller jusqu'au bout de cette logique déjà ébauchée : affamons-les et ils partiront ! Ne les soignons plus et ils partiront ! Ne leur reconnaissons plus le droit de rester, même s'ils sont nés ici, qu'ils y ont fait leurs études ! Rendons-les encore plus malheureux ! Instaurons la misère pour les plus démunis !

Si certains politiques portent l'illusion de réduire ainsi l'afflux de demandeurs d'asile et de migrants c'est, en dehors de l'aspect indigne de la méthode, un très mauvais calcul, voué à l'échec : d'une part cela ne fonctionnera pas car la pression migratoire existe partout en Europe et elle est inéluctable ; d'autre part cela provoquera des tensions sociales qu'on a peine à imaginer.

Il n'est pas question de prôner l'ouverture en grand de nos portes. La limite de l'accueil existe. Les solutions sont à chercher, de manière volontaire et positive, au-delà de notre propre cas national (mais les extrêmes droites européennes sont manifestement plus qu'euro-sceptiques). Notre intérêt commun exige que ceux qui sont déjà présents soient accueillis dignement, accèdent au travail, soient protégés et que leurs enfants soient accueillis à l'école.

Francis Guermann



L'ultralibéralisme du rassemblement national

Les questions économiques occupent une place réduite dans le débat public y compris malheureusement durant cette courte campagne électorale. Pourtant, il serait indispensable pour une démocratie digne de ce nom, de permettre à tous les citoyens de comprendre les problématiques qui touchent la gestion et l'avenir du pays.

Le recul du pluralisme de la presse mais aussi les renoncement du service public à jouer ses missions d'éducation populaire sont en partie responsable de cette situation.



Le financement de la protection sociale, des services publics, l'augmentation du pouvoir d'achat comme la transition écologique mériteraient des débats contradictoires pour éclairer les filiations des forces en présence avec les différents courants de pensées économiques. Ainsi, il faut regretter qu'aucun journaliste n'est interrogé Bardella sur sa logique économique. Bardella évoque, lorsqu'il parle d'économie, son admiration pour la politique italienne en parlant de souhaiter la « mélonisation de la France. Son insistance à évoquer un nécessaire audit des finances publiques, en cas d'arrivée au pouvoir, témoigne, en premier lieu, d'une orthodoxie budgétaire qui caractérise les libéraux. Sa volonté de « remettre de l'ordre dans les comptes publics » est une expression commune de Bruno Lemaire. Devant les patrons, il a souhaité un retour à la « raison budgétaire. » Son programme économique reste flou. Il annonce des mesures pour les retirer ou les modifier comme la suppression des impôts sur le revenu pour les moins de trente ans. Idem pour l'abandon de la réforme Macron des retraites alors que son allié souhaite la retraite à 65ans !

L'élasticité de son programme économique n'a qu'une logique une volonté de capter différents électeurs.

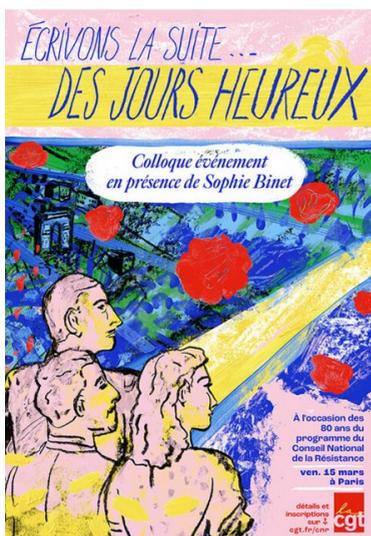
C'est sur la question du financement de la Sécurité sociale que son programme est pire que celui de Macron. Sa principale proposition est d'augmenter les salaires en supprimant les cotisations sociales afin que les augmentations de salaires ne coutent quasiment rien aux employeurs. Il s'agit là d'une mesure ultralibérale estimé à 10 milliards d'euros qui fragiliserait gravement la protection sociale et qui obligerait chacun à recouvrir à un fonds de pension pour la retraite ou à une assurance privée pour la santé.

Le RN a voté contre l'augmentation du SMIC au parlement et contre la mise en place de l'ISF (impôt de solidarité sur la fortune. Il évoque régulièrement l'excès de normes et de règles qui pèsent sur le pays (entendez sur les entreprises)

L'histoire, comme les politiques actuelles des gouvernements d'extrême droite dans le monde témoigne de cet ancrage libéral.

La crise économique et sociale appelle des réponses nouvelles, bien éloignées de la doxa libérale portée en chœur par la droite et l'extrême droite.

Réappropriation publique de l'économie développement des services publics meilleur partage des richesses et luttes contre le réchauffement climatique sont portés historiquement par les forces progressistes et aujourd'hui par le Nouveau Front Populaire.



Jacques Maréchal, militant syndical

ASSEMBLÉE NATIONALE			
QUI VOTE QUOI ?			
	<input checked="" type="checkbox"/> Pour <input checked="" type="checkbox"/> Contre <input checked="" type="checkbox"/> N'ont pas tranché	<input checked="" type="checkbox"/> NFP <input checked="" type="checkbox"/> RENAISSANCE <input checked="" type="checkbox"/> L'Écologie	<input checked="" type="checkbox"/> L'Écologie <input checked="" type="checkbox"/> L'Écologie <input checked="" type="checkbox"/> L'Écologie
Annuler la réforme des retraites	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Interdire les PFAS (polluants éternels)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Aider les agriculteurs à passer au bio	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Accès à l'aide médicale d'état pour toutes et tous	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Augmenter le SMIC	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Garantir l'égalité femmes-hommes, le droit à l'IVG	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Lutter contre les déserts médicaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 30 JUIN ET 7 JUILLET

Pour que vive le désordre démocratique et qu'il constitue notre nouvel horizon !

La démocratie étouffe. La démocratie représentative est aujourd'hui en crise. Ramenée aux seules procédures électorales, elle ne peut pas réussir à incarner la volonté populaire. Elle confisque le débat démocratique, et la représentation politique semble avoir abdiqué et délégué aux logiques de marchandisation la résolution des problèmes liés la paupérisation, aux inégalités.

L'aspiration à un renouveau démocratique est forte parmi tout l'électorat. Le sentiment de ne pas être pris en compte par les décideurs politiques et la question de la légitimité de la décision démocratique sont au cœur du besoin de renouveau démocratique.

Une démocratie vivante suppose la garantie d'une information indépendante des pouvoirs financiers ou des pouvoirs d'état. La concentration des médias entre les mains de quelques patrons de l'industrie, du luxe ou des télécoms est inquiétante. L'équilibre entre médias publics et privés est fragile.

Une démocratie vivante, c'est une école qui permet à tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale, de devenir des citoyens éclairés, émancipés et capables de raisonner par eux-mêmes.

Une démocratie vivante institue et multiplie les outils de démocratie délibérative articulant droit d'initiative et participation directe des citoyens à l'élaboration des décisions, que ce soit dans les entreprises, aussi bien qu'à chaque niveau de prise de décision.

Les réponses de l'extrême droite:

- contrôler ou démanteler radio set télévisions publiques
- former des élèves obéissants et disciplinés à l'école
- affaiblir les syndicats
- s'affranchir des valeurs inscrites dans la constitution et des droits de l'Homme
- s'affranchir de la Convention européenne des droits de l'Homme

Cet appel à désordre démocratique s'inscrit comme un cri d'alarme face à des pratiques de plus en plus autoritaires de la démocratie.

Bernard Leclerc

[Voir la résolution de congrès « Vive la démocratie »](#)

La privatisation de l'audiovisuel public :

le RN avance masqué

Dans le projet du RN pour les élections législatives se trouve la promesse de privatiser l'audiovisuel public¹. La raison mise en avant est le gain de 3 milliards d'euros par cette vente.

Or le RN a quelques comptes à régler avec, en particulier, les journalistes du service public, accusés de le défavoriser (dans plusieurs interviews, Marine Le Pen avait fustigé les journalistes David Pujadas, Patrick Cohen et Anne-Sophie Lapix : « L'acharnement se poursuit, et avec nos impôts. »)



De plus, un des arguments de Marine Le Pen, par retournement - méthode poutinienne qui consiste à présenter l'inverse exact de l'évidence - est de théoriser sa position : « Les médias étatiques sont la marque des régimes autoritaires, des médias libres et régulés, celle des démocraties libres et apaisées. » (dans Causeur, 2021).

Or, si l'on regarde d'un peu plus près la situation des médias en Europe, on remarque que les grandes démocraties possèdent toutes un audiovisuel public, garant de neutralité et financé par les états : la BBC au Royaume-Uni, les télévisions régionales allemandes, la RTBF en Belgique, la RAI en Italie, etc. Ce

modèle né après la seconde guerre mondiale a contribué à construire une culture nationale et commune en Europe. Ce ne sont pas des « médias étatiques » mais une construction (fragile) qu'un pays démocratique maintient et qu'il faut protéger dans son indépendance, à côté de nombreux autres médias privés existants (il n'existe plus de monopole de l'état depuis bien longtemps). On remarque aussi que dans les pays européens dirigés par des gouvernements d'extrême droite, ce modèle est attaqué : en Hongrie, la télévision publique est noyauté par le pouvoir, en Italie, la RAI doit faire face à une réduction de ses moyens.

Le choix du RN de privatiser l'audiovisuel public, plutôt qu'essayer comme en Hongrie d'y introduire des sbires, est une option particulière qui vise à faire basculer les opinions ; certains grands groupes de médias français ont racheté ces dernières années des journaux (le Journal du Dimanche) et possèdent des télévisions frontalement favorables aux extrêmes droites. Les médias privés ne garantissent pas la neutralité et l'indépendance

On voit donc qu'il n'y a pas de relation directe entre média et état qui serait la conséquence d'un statut public ou privé. Si l'on considère les plus « graves » autocraties (la Russie, la Chine, la Corée du Nord), il n'existe même plus de débat car le musellement de l'information et la mainmise du pouvoir sur les médias est totale. Des simulacres de médias privés (en Russie) ne peuvent pas nous faire croire en ce mensonge.

L'éclatement des moyens d'information et de divertissement (numérique, réseaux sociaux), le fait que la jeunesse aujourd'hui regarde ou écoute beaucoup moins la télévision et la radio que les générations précédentes, ne doivent pas nous faire banaliser la position menaçante du RN : l'argument économique est un leurre et le danger viendra de ne plus avoir de culture commune. Par ailleurs, les télévisions privées (qui sont nombreuses) sont sceptiques et craignent que ce projet fasse à terme baisser considérablement leurs recettes publicitaires par la multiplication de l'offre. Enfin, si l'on observe l'audimat des télévisions et radios en France, qu'est-ce qu'on remarque ?

France Inter est la radio la plus écoutée par nos concitoyens (12,8 % de parts d'audience de janvier à mars 2024 selon Médiamétrie) ; sur les cinq premières chaînes de télévision les plus regardées, trois sont des chaînes publiques².

Cela doit nous faire réfléchir sur la valeur de notre audiovisuel public et sur la nécessité de le défendre.

Francis Guermann



1 Composé de cinq sociétés : France Télévisions, Arte France, Radio France, France Média Monde et TV5 Monde (plus l'INA qui conserve tous les programmes audiovisuels publics)

2 En part de marché (2022) : 1- TF1 (18,7%) 2- France 2 (14,8%) 3- France 3 (9,4%) 4 - M6 (8,4%) 5- France 5 (3,6%). Source : Wikipédia (Audience de la télévision française)

Les libertés

Notre république est fondée sur le respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'État de droit et des droits humains. Ses fondements essentiels sont le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice et la solidarité.

Pour garantir les droits, les libertés, nous avons besoin d'une police au service de tous, respectueuse de ces droits et libertés.

L'extrême droite, en promettant la présomption de légitime défense aux forces de l'ordre laisse entendre que ces dernières pourront bénéficier d'une sorte d'impunité.

Ce n'est pas bon pour les droits et les libertés, ce n'est pas bon pour la sécurité des citoyens, et ce n'est pas bon pour les forces de l'ordre . Il n'y a que le droit pour rétablir la confiance entre les citoyens et les forces de l'ordre.

Libertés d'expression (dont la liberté de manifester), liberté d'information, libertés syndicales, libertés associatives , liberté d'aller et venir...: toutes ces libertés seront fragilisées en cas de victoire de l'extrême droite. C'est une approche sécuritaire , de surveillance et de soupçon qui sera la règle.

Les libertés sont trop souvent sacrifiées au nom de la sécurité. C'est en tout cas le choix affiché de l'extrême droite.

Bernard Leclerc

Pour les libertés, pour que tou.te.s puissent avoir accès à leurs droits, contre les racismes et les haines xénophobes, nous avons besoin de vous!

Contact : LDH Metz

1 rue du Pré Chaudron 57070 METZ

Courriel : ldh.metz@ldh-france.org

06 41 94 12 69: de 14 à 17h les mardis et de 9h à 12h jeudis



LA LETTRE de la L.D.H - Note d'information de la LDH Moselle

Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen 138, rue Marcadet 75018 PARIS

Président : Nathalie TEHIO

Directeur de la publication : Charles Roederer

Publication : 1, rue du Pré Chaudron BP 45147

57074 Metz Cedex 03

Numéro 100 juin 2024